

Introduction

Féminisme, mondialisation et altermondialisation

Anick Druelle

Volume 17, numéro 2, 2004

Féminisme, mondialisation et altermondialisation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/012398ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/012398ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Druelle, A. (2004). Introduction : féminisme, mondialisation et altermondialisation. *Recherches féministes*, 17(2), 1–11.
<https://doi.org/10.7202/012398ar>

Introduction

Féminisme, mondialisation et altermondialisation

ANICK DRUELLE

*L'*année 2005 marque :

- le 30^e anniversaire de l'Année internationale de la femme ;
- le 20^e anniversaire de la fin de la Décennie des Nations Unies sur les femmes et de l'adoption des stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme ;
- le 10^e anniversaire de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes et du Programme d'action de Beijing, ainsi que ;
- le 5^e anniversaire de la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et les violences faites aux femmes.

Comment ces moments historiques ont-ils marqué le féminisme mondial ? Quels sont les effets des processus de mondialisation économiques, politiques, culturels et sociaux sur les conditions de vie des femmes évoluant dans divers contextes ? Quels rôles les femmes jouent-elles dans le développement de ces processus de mondialisation ? Dans le contexte de la mondialisation capitaliste, quels sont les nouveaux rapports de pouvoir en jeu ? Comment ces rapports de pouvoir renouvellent-ils ou permettent-ils de contester différentes formes de sexisme, de racisme, d'hétérosexisme ? Quelles sont les résistances à la mondialisation et quelles sont les solutions de rechange proposées ? Quelle place fait-on aux analyses des

Recherches féministes, vol. 17, n° 2, 2004 : 1-11

intersections entre divers rapports de pouvoir au sein des mouvements féministes et altermondialistes, autant sur le plan de la recherche que sur celui-ci de l'action ?

C'était là, dans ses grandes lignes, le contenu de l'appel de textes pour le présent numéro de *Recherches féministes* sur le thème des femmes et de la mondialisation, appel lancé en janvier 2004 sur des listes de diffusion Internet. Un nombre impressionnant d'avis d'intention ont par la suite été acheminés à la revue. Cela témoigne de la grande actualité du thème, mais également de l'ampleur des sujets qui peuvent être abordés sous l'angle de la mondialisation et des femmes. Plutôt que de prendre contact avec des collègues qui auraient accepté, selon leur disponibilité, de présenter un texte sur ce thème, nous avons privilégié, selon les traditions de la revue, le processus d'appel de textes le plus large possible auprès d'un public francophone et laissé le soin aux évaluatrices et évaluateurs externes de recommander ou non la publication des textes soumis. Au bout du processus, nous nous retrouvons avec un numéro plus volumineux que de coutume qui regroupe six articles et trois notes d'action. À noter la grande variété de provenances géographiques des auteures. Ces textes relèvent des domaines de l'anthropologie, de la sociologie et de la politique. Quatre d'entre eux traitant du féminisme et des mouvements altermondialistes, nous avons senti la nécessité d'intituler ce numéro « Féminisme, mondialisation et altermondialisation ». Cette perspective permet également à ce numéro de se distinguer des autres ouvrages collectifs francophones (par exemple, Roy et Druelle (2000), Verschuur et Reysoo (2002), Bisilliat (2003)) ou anglophones (par exemple, Meyer et Prügl (1999), Marchand et Runyan (2000)), portant sur les femmes et la mondialisation qui ont été publiés au cours des cinq dernières années. En effet, alors qu'il est habituel de retrouver dans ce type d'ouvrage des analyses des effets des processus de la mondialisation dans des cas précis ou des analyses déconstruisant et dénaturisant les discours sur la mondialisation capitaliste néolibérale, aucun ne fait de place au phénomène de l'intégration des perspectives féministes au sein des mouvements altermondialistes.

Les textes du présent numéro peuvent être regroupés sous trois rubriques : 1) les effets de la mondialisation sur les rapports de genre

et d'ethnicité au sein d'États en transition ; 2) les groupes de femmes et la mondialisation : des remises en question des stratégies locales et mondiales ; 3) l'altermondialisation et le féminisme : convergences et divergences sur le plan épistémologique et pratique.

États en transition : effets de la mondialisation sur les rapports de genre et d'ethnicité

Dans son texte intitulé « Le temps des Gitans ... et non celui des Gitanes », **Iulia Hasdeu** présente une étude anthropologique féministe de la reconfiguration de la division sexuelle du travail chez les Roms/Tsiganes *Kaldarari* de Roumanie sous l'effet de la mondialisation économique. Hasdeu observe que, depuis la chute du régime communiste en Roumanie, les métiers traditionnels des *Kaldarari* sont progressivement remplacés par la récupération et le recyclage de l'aluminium et que « cette nouvelle activité et les revenus qu'elle génère produisent de nouvelles valeurs et pratiques sociales ». Alors que les Roms/Tsiganes exerçaient des rôles sexués complémentaires dans leurs métiers traditionnels ayant trait à la fabrication de seaux et de chaudrons en cuivre et en tôle, à la cartomancie, au glanage des champs et au petit commerce ambulant, depuis le développement du marché de la récupération de l'aluminium, les femmes sont de plus en plus confinées dans la sphère domestique, et la complémentarité a tendance à disparaître. Selon Hasdeu, la reconfiguration de la division sexuelle du travail dans le contexte de la mondialisation de l'économie, dont le confinement des femmes dans le travail domestique et leur écartement du marché, est davantage identitaire qu'économique et elle a pour objet « d'assurer la tsiganité alors que les frontières interethniques fluctuent à cause des nouveaux échanges ». Pour les hommes tsiganes, l'adaptation de la culture tsigane au modèle néolibéral de l'économie les valorise en tant que *patrons* (équivalent du *manager*). Hasdeu déplore que l'État, qui pourrait intervenir en faveur des femmes et défendre leur autonomie, adopte plutôt des politiques qui maintiennent les stigmates dont sont victimes les femmes tsiganes dans la société roumaine et en Europe. Hasdeu en conclut qu'une nouvelle recette du patriarcat émerge dans le contexte

de la mondialisation économique néolibérale et que les femmes tsiganes connaissent ainsi « une dégradation de leur condition, une perte de leurs avantages et de leur autonomie par rapport au passé ».

Le texte de **Mariola Misirowska** traite aussi du cas d'un État de l'Europe de l'Est en transition. Elle s'intéresse plus particulièrement aux effets de l'internationalisation sur le mouvement des femmes en Pologne postcommuniste. Misirowska note que, malgré les effets indésirables de la transition, telle la détérioration des conditions de vie de la population, en particulier de celles des femmes en raison de la paupérisation qui découle des réformes libérales, l'internationalisation de la Pologne et notamment le processus d'adhésion à l'Union européenne (UE) entamé en 1994 exercent « une grande influence sur la redéfinition du rôle des femmes dans la société postcommuniste ». Misirowska estime qu'au cours de cette période « les rapports hommes-femmes, figés par les traditions nationales catholiques, sont entrés dans une phase de renégociation ». Elle attribue à la mobilisation féminine, liée « autant au recouvrement des libertés civiques qu'aux programmes d'aide internationaux », un rôle important dans cette renégociation. L'auteure présente un portrait détaillé des groupes de femmes « progressistes » mis sur pied au cours de la transition en Pologne. Bien que ces groupes soient proches de la pensée féministe occidentale, Misirowska renonce à leur attribuer explicitement le nom de « féministes » puisque ces groupes ne se définissent pas comme tels pour des raisons historiques, ce terme étant associé au féminisme officiel de l'époque socialiste. Dès les années 80, « l'aide internationale à l'égard des forces progressistes du mouvement des femmes émergeant en Pologne a commencé à affluer ». À la fin des années 90, près de 70 % des groupes de femmes en Pologne maintiennent des relations avec des organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux des États-Unis et de l'Europe occidentale. Les stratégies des groupes de femmes qui ne sont pas fortement enracinés dans la base de la société civile « se construisent surtout autour du potentiel de réforme du processus d'adhésion à l'UE en matière de droits des femmes ». Selon l'auteure, l'intégration officielle de la Pologne à l'UE depuis le 1^{er} mai 2004 aura « un impact sur l'avancement de la cause des femmes » puisque le gouvernement

polonais devra adapter sa politique d'égalité à la norme de l'acquis social européen. Depuis le 30 mai 2004, 23 organisations de femmes de toute la Pologne se sont rencontrées afin de mettre en place une coordination nationale, nommée le Lobby polonais des femmes, qui est à son tour membre du Lobby européen des femmes financé par l'UE. Malgré ces avancées, Misiorowska anticipe également un raffermissement des positions conservatrices en réaction au caractère laïque de l'UE et à la renégociation des rapports hommes-femmes largement critiquée par l'Église catholique polonaise. En matière de droits des femmes, il semble que rien ne soit jamais complètement acquis.

Groupes de femmes et mondialisation : remises en question des stratégies locales et mondiales

Annie Vézina propose une analyse de la formation sur le genre offerte à des groupes de femmes paysannes en République dominicaine. Dans un premier temps, Vézina présente brièvement l'approche « genre et développement », qui a vu le jour au cours des années 90 et qui a été popularisé à la suite de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Beijing en 1995 par de nombreuses organisations internationales, et la formation sur le genre qui découle de cette approche et qui a été offerte à des femmes paysannes par divers groupes de femmes dominicains. Plusieurs de ces groupes de femmes ont vu le jour à la suite de la grave crise économique des années 80 et des programmes d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ceux-ci ont entraîné une croissance significative des niveaux de pauvreté. À noter que ces groupes ont bénéficié de diverses subventions de fonds d'organisations internationales.

Dans un deuxième temps, à partir d'une recherche ethnographique auprès de deux organisations de femmes offrant des formations sur le genre, la Federación Mujer-Iglesia (fondée en 1984) et la Federación de Mujeres de la Cordillera Septentrional (FEMUCOS (un comité mis sur pied en 1990 au sein du Centro de Educación Popular de la Cordillera Septentrional), Vézina examine comment des femmes paysannes ayant participé à ces formations interprètent la

perspective de genre. Elle critique l'articulation verticale adoptée dans ces pratiques. L'approche « genre et développement » est promue en effet par des organismes internationaux qui forment les groupes de femmes locaux ; les formations sur le genre offertes à leur tour par ces groupes ne partent donc pas des besoins des paysannes, mais leur imposent plutôt une définition du genre et de l'égalité entre les genres qui ne prend pas en considération les possibilités collectives locales et ne permet pas d'élaborer des stratégies en vue de la transformation des relations de pouvoir. Selon Vézina, « c'est en considérant ce qui se passe dans les groupes de femmes paysannes et dans leur environnement que la réflexion sur les changements possibles dans les rapports entre les hommes et les femmes doit être envisagée ».

Dans le présent numéro, je propose moi-même un article faisant un bilan des conférences des Nations Unies sur les femmes 30 ans après l'Année internationale de la femme et des discussions menées au sein des mouvements internationaux de femmes sur les stratégies et discours à mettre en avant quant au processus de révision de Beijing + 10 entamé par les Nations Unies dix ans après la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Faut-il ou non revendiquer la tenue d'une cinquième conférence mondiale sur les femmes ? Les débats autour de cette question laissent entrevoir que les mouvements internationaux de femmes agissant auprès des Nations Unies traversent une crise. Cette dernière est liée autant à des facteurs internes aux mouvements (la domination blanche occidentale et celle de la classe moyenne dans les mouvements, leur manque de représentativité, de légitimité et de liens avec la base) qu'à des facteurs externes tels que les politiques américaines qui, par leur unilatéralisme, discréditent les Nations Unies et d'autres institutions internationales et qui s'opposent à la reconnaissance de certains droits fondamentaux des femmes, notamment en matière de procréation et de sexualité, mais également dans le domaine de la justice économique. Cette crise amène les groupes de femmes à une saine remise en question de ces rencontres et à la recherche de nouvelles stratégies de mobilisation et d'action sur la scène internationale, telle la mobilisation au sein des mouvements altermondialistes.

Altermondialisation et féminisme : convergences et divergences sur le plan épistémologique et pratique

Diane Lamoureux présente certaines convergences et dissonances entre les mouvements féministes et altermondialistes sur le plan épistémologique, discursif et pratique. Parmi les convergences, Lamoureux indique la volonté de faire de la politique autrement. Elle note que les deux mouvements établissent un rapport entre le personnel et le politique, soulignent la priorité que prennent les moyens sur les fins dans l'action politique et adoptent une temporalité politique qui se vit au présent. Parmi les dissonances, Lamoureux constate la difficile intégration du féminisme, notamment de la Marche mondiale des femmes au sein des mouvements altermondialistes et dans les faits et dans les discours. Elle analyse également certains discours féministes et altermondialistes pour montrer la complexe articulation, sur le plan conceptuel, de l'analyse du sexisme et du néolibéralisme. Elle observe que l'anti-capitalisme fait office d'élément central dans les mouvements altermondialistes et que les autres dimensions (dont le sexisme) sont considérées sous l'angle des conséquences néfastes du capitalisme. Afin de sortir de l'impasse, Lamoureux propose, entre autres, de se tourner vers des analyses intersectionnelles qui lient de manière structurelle la classe, le genre et la race, comme le font certaines féministes noires et postcoloniales. Selon Lamoureux, ces analyses reconnaissent qu'il y a une trame indissociable entre capitalisme, sexisme et racisme et elles arrivent à établir que la mondialisation néolibérale repose sur des « régimes internationaux et locaux de rapports de « race » ou de genre, mais qu'elle les transforme aussi ». Lamoureux espère également que le féminisme, en partie grâce à son engagement dans les mouvements altermondialistes, se radicalise à nouveau de manière à lutter contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation, puisque l'égalité est indivisible.

Afin de s'opposer aux exclusions générées par la mondialisation néolibérale, **Jennifer Chan-Tiberghien** propose d'adopter une démarche féministe postcoloniale qui met l'accent sur les récits

culturels marginalisés et la diversité des savoirs de manière à contester l'unidimensionnalité de l'idéologie néolibérale et à proposer des solutions de rechange à ce modèle de développement. Dans un premier temps, elle présente les critiques féministes du savoir scientifique sur lequel s'appuient les conceptions modernes du développement. Elle rappelle que la philosophie du Siècle des lumières repose sur des présupposés androcentriques, racistes, économiques et anthropologiques. Parmi les solutions susceptibles de décoloniser les fondements scientifiques de la gouvernance mondiale, Chan-Tiberghien reprend un certain nombre de propositions féministes : valoriser la diversité des savoirs, adopter le multiculturalisme comme une vertu cognitive de la science et reconnaître le droit à la parole ou au récit de sa propre histoire comme une condition clé de la promotion de systèmes de pensée radicalement différents de l'idéologie néolibérale. Elle applique cette démarche à la déconstruction des discours véhiculés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'équité, le développement, la stabilité et la démocratie. Puis elle examine la mobilisation de deux récits culturels au sein des mouvements altermondialistes, le premier sur l'annulation de la dette, qui la présente comme « odieuse », et le second sur l'élimination des subventions agricoles au Nord, qui revendique le principe de la souveraineté alimentaire. Chan-Tiberghien estime que les féministes jouent un rôle important dans ces mouvements, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine. À l'instar de l'écoféministe Vandana Shiva, elle affirme que c'est un impératif de survie que de cultiver la diversité et le multiculturalisme, compris comme une multiplicité des savoirs, et que ceux-ci constituent une réponse non violente à la violence de la mondialisation, de l'homogénéisation et des monocultures. Elle conclut que les féministes offrent, dans cette lutte, des visions différentes d'une vie économique et politique. Ces visions sont basées « sur les valeurs d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix ».

Anna Kruzynski propose, dans la section « Notes d'action », une analyse du cheminement d'un groupe de femmes au sein du mouvement altermondialiste québécois, mouvement auquel elle a activement participé. Elle situe les jeunes femmes liées à cette

démarche comme faisant partie de la troisième vague du féminisme. Prenant appui sur le concept de *translocational positionality* qui reconnaît les positions de genre, d'ethnicité/race et de classe, de Floya Anthias (2001 et 2002), Kruzynski tente de saisir la construction « d'un nouvel imaginaire des relations sociales dans lesquelles l'égalité peut côtoyer d'autres idéaux concernant la solidarité et la transformation sociale » dans ce groupe de femmes. Afin de situer l'émergence de ce groupe dans son contexte historique, Kruzynski retrace les grandes étapes de la résistance à la mondialisation néolibérale au Québec depuis 1994, dont la mise sur pied du groupe SalAMI en 1998 et du comité femmes à l'intérieur de ce groupe mixte (par une quinzaine de membres fondatrices en 2000). Ce comité deviendra par la suite un groupe d'affinités féministe autonome nommé Némésis (en 2004, ce groupe compte sept femmes membres et s'est converti en collectif de formation). Selon Kruzynski, les militantes engagées dans ces groupes ont contribué à la construction d'un imaginaire transformé : au sein de SalAMI, elles ont tenté de saisir comment la mondialisation touchait différemment les femmes et elles ont agi sur les rapports hiérarchisés dans ce mouvement. Puis, à l'intérieur du comité femmes et par l'entremise de l'autoformation, des actions directes et des alliances ponctuelles avec le « courant dominant » du mouvement féministe, elles ont agi sur les processus d'infériorisation et de hiérarchisation. Finalement, lorsqu'elles se sont constituées en un groupe d'affinités féministe autonome, elles ont produit un récit collectif qui confronte directement les processus de différenciation et elles ont transformé la redistribution des ressources politiques et matérielles dans le groupe, dans leur vie de couple et au travail. Kruzynski conclut que l'étape de la lutte contre les politiques, les instruments et les institutions de la mondialisation capitaliste se trouve maintenant dépassée et qu'est arrivée l'étape des propositions de rechange et de l'expérimentation de cet « autre monde », par l'entremise des formations que Némésis offre sur la « non-violence radicale et l'action féministe ».

Jeune militante de la Marche mondiale des femmes au Brésil, **Julia Di Giovanni** expose, dans la même section, son analyse de la mondialisation, de la place des femmes dans ce processus et du rôle joué par celles-ci dans le mouvement altermondialiste. Di Giovanni

rappelle que, bien que la Marche mondiale des femmes ait fait partie du mouvement altermondialiste dès ses débuts, les alliances avec les mouvements mixtes constituent une tâche difficile qui exige l'invention de nouvelles formes concrètes de solidarité entre les femmes et les hommes. Di Giovanni termine sa note en mentionnant quelques-unes des actions de la Marche mondiale à venir, dont le lancement de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité dans les rues de São Paulo le 8 mars 2005. Cette charte voyagera dans 50 pays avant de terminer sa course, le 17 octobre 2005, Journée mondiale pour l'éradication de la pauvreté, à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso qui est l'un des pays les plus pauvres de la planète. Selon Di Giovanni, cette charte se veut une contribution à la définition d'un projet global de transformation des sociétés.

Pour clore ce numéro, **Caroline Andrew** présente un compte rendu de la réunion du Réseau des revues féministes qui a eu lieu en avril 2004 dans la région de Gatineau. Andrew y a participé à titre de représentante de la revue *Recherches féministes* aux côtés d'une vingtaine de représentantes d'une douzaine de revues venant de divers pays, soit les Philippines, les États-Unis, l'Indonésie, la Grande-Bretagne, l'Inde, la Corée, le Brésil et le Canada. Elle rappelle qu'un ouvrage reproduisant un article de chacune des revues paraîtra sous peu (publié par Zed Books et Inanna Press). La prochaine rencontre de ce réseau doit avoir lieu lors du Neuvième Congrès international et interdisciplinaire sur les femmes, *Women's Worlds*, en Corée, du 19 au 24 juin 2005.

Enfin, ce numéro correspond au dernier numéro qui aura été publié sous l'œil vigilant et expérimenté de la directrice de la revue, Christine Piette. Il marque toutefois pour plusieurs auteures une première. C'était la première fois que j'étais invitée à être responsable d'un numéro de revue. Des auteures, jeunes chercheuses, publient pour la première fois un article dans une revue scientifique (étudiantes aux études supérieures ou récemment diplômées). Et certaines auteures font paraître pour la première fois un article en français. Toutes ces premières doivent leur succès à la générosité de Christine Piette qui a porté une grande part du fardeau supplémentaire que tant de « premières » ont nécessité. Je tiens à la remercier très chaleureusement pour tout le travail accompli pour ce

numéro et l'appui qu'elle a ainsi accordé aux carrières des jeunes chercheuses en question. Mes remerciements vont également à Louise Lépine, secrétaire à l'édition qui, outre l'exécution des multiples tâches indispensables à la publication de la revue, a mis un soin particulier au choix et au graphisme de la page couverture qui reflète le thème de ce numéro. Comme il nous arrive également trop souvent d'oublier le travail bénévole accompli par les évaluatrices et évaluateurs anonymes, je veux les remercier tout spécialement, car leurs idées et commentaires ont aussi contribué à façonner les articles ici publiés et la forme finale de ce numéro.

— RÉFÉRENCES

ANTHIAS, Floya

2002 « Diasporic Hybridity and Transcending Racisms : Problems and Potential », dans F. Anthias et C. Lloyd (dir.), *Rethinking Anti-racisms : From Theory to Practice*. Londres, Routledge : 22-43.

2001 « New Hybridities, Old Concepts : The Limits of « Culture » », *Ethnic & Racial Studies*, 24, 4 : 619-641.

BISILLIAT, Jeanne (dir.)

2003 *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*. Paris, Karthala.

MARCHAND, Marianne et Anne SISSON RUNYAN (dir.)

2000 *Gender and Global Restructuring*. Londres, Routledge.

MEYER, Mary K. et Elisabeth PRÜGL (dir.)

1999 *Gender Politics in Global Governance*. Lanham, Rowman et Littlefield.

ROY, Marie-Andrée et Anick DRUELLE (dir.)

2000 *Lectures féministes de la mondialisation*. Montréal, Cahiers de l'IREF n° 5.

VERSCHUUR, Christine et Fenneke REYSOO (dir.)

2002 *Genre, mondialisation et pauvreté*. Paris, L'Harmattan, coll. Cahiers Genre et développement n° 3.